

ÉNERGIE

Boussena évoque la politique gazière algérienne et en tire les enseignements

«On a eu des réussites, mais souvent aussi des échecs... de très belles choses mais aussi des moments durs.» Ce sont les premiers propos de Sadek Boussena, ancien ministre algérien de l'Energie et des Mines qui intervenait hier à l'IMA, à l'invitation de Reage pour répondre à cette interrogation : «Quelle politique gazière algérienne face à la demande mondiale ?»

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Sadek Boussena a fait les rappels utiles des différents contextes mais s'est, tout au long, attaché à l'essentiel et dans le domaine du gaz, plus que pour tout autre produit, l'essentiel réside dans la stratégie. Les faiblesses de celle-ci, pour ce qui concerne notre pays, se situent principalement à différents niveaux même si, comme il le souligne, notre expérience dans ce domaine est unique.

Industrie mondiale du gaz : un avenir prometteur et garanti mais de multiples contraintes

L'industrie gazière est aujourd'hui concentrée dans trois grands marchés : le marché américain, qui a inventé et développé cette industrie ; le marché européen et le marché asiatique, qui a commencé au Japon et se développe assez rapidement.

Un énième report de l'affaire Safia

Sans surprise, ce dimanche 7 juin 2009, l'affaire de la petite Safia a une fois de plus été reportée suite à la décision du président du tribunal du statut personnel, situé au siège même du palais de justice d'Oran, et fixée pour le 24 juin prochain, ceci, expliquent nos sources, afin d'accorder au représentant du ministère public le temps nécessaire de formuler son rapport relatif à cette affaire, notamment en prenant en considération les nouveaux éléments qui sont venus s'ajouter à ce dossier.

D'autre part, le jugement, en rapport avec cette même affaire, relatif à la confirmation de l'acte de mariage de la défunte (mère de Safia) avec le prétendu père algérien, prévu pour aujourd'hui, est toujours maintenu. Le jugement se déroulera, selon les mêmes sources, au niveau du tribunal du statut personnel d'Oran.

B. A.

Les caractéristiques de cette industrie du gaz au niveau mondial conditionnent naturellement son développement. En l'espèce, s'il y a autant de gaz que de pétrole, et si l'exploration reste promiseuse et l'avenir du gaz garanti, ce produit n'est pas facile à produire et du fait qu'il soit gazeux, il est difficilement transportable.

A parité égale, explique l'ancien ministre, transporter une unité énergétique de gaz coûte 4 fois plus cher que son pendant en pétrole. Ce handicap économique fait qu'aujourd'hui, le gaz n'est pas utilisé dans les pays qui n'ont pas les moyens de se doter d'une infrastructure gaz très coûteuse, en fait les pays pauvres.

Contrairement au pétrole que tous les pays consomment plus ou moins, le gaz est aujourd'hui consommé là où il est produit ou dans les pays où il est importé, en fait les pays riches. Autre contrainte et non des moindres : lorsque l'on découvre du pétrole, après une étude de coût, on le développe et 2 ou 3 ans après, on trouve ce pétrole sur le marché.

Or, et malgré la libéralisation, lorsque l'on trouve du gaz, il faut préalablement s'assurer du débouché, du marché, et lorsqu'il s'agit de gros gisements, il faut s'assurer de gros contrats à long terme, sur au moins 20 ans pour être sûr que le gisement va être valorisé. Faute de quoi, aucune banque ne financera le projet. On est alors dans une relation

contractuelle vendeur-acheteur sur un très long terme (20 ans).

Sur cette longue durée, le contexte mondial peut changer et peut-être mettre les contractants (acheteur et vendeur) face à des turbulences qu'ils ne peuvent maîtriser et qu'ils n'auront pas pu envisager.

Cette éventualité complique d'autant plus la donne, que contrairement au pétrole, qui a un marché, avec un prix de référence, pour le gaz il n'y a pas de prix de référence, nous n'avons pas de marché mondial du gaz. Il s'agit le plus souvent de contrats à long terme dont les clauses ne sont pas connues, elles sont confidentielles, voire secrètes. Dans ce contexte de contraintes multiples, comment s'est comporté notre pays ?

Expérience algérienne exceptionnelle avec toutefois des erreurs

Pour en parler, Sadek Boussena a commencé par rappeler ce qui peut paraître à beaucoup surprenant, à savoir que l'Algérie a très vite été dans l'industrie du gaz. Les dirigeants qui ont eu depuis les années 1960 à prendre en charge ce secteur ont appris sur le tas, souligne-t-il, et ont donné, de ce point de vue-là, au pays une expérience exceptionnelle, notamment dans la négociation des contrats internationaux ou la valorisation des gisements.

Peu de pays exportateurs, note-t-il encore, y compris parmi les plus gros d'aujourd'hui, n'ont une si longue expérience. Mais comme toute expérience, on peut y trouver des réussites mais aussi des erreurs et l'expérience algérienne n'a pas échappé à cette règle.

Pour expliquer ces erreurs, Boussena a rappelé que l'Algérie a tenté — par une politique volontariste — de

sortir du marché captif qui piège et ne permet de vendre du gaz qu'à l'acheteur le plus proche, en visant le marché américain que de très nombreux experts internationaux qualifiaient de prometteur et de demandeur de cette énergie.

Les dirigeants ont alors décidé de profiter de cette occasion et pour sortir de la dépendance européenne, de gros contrats ont été signés avec les Etats-Unis. Il y a eu alors un retournement de situation : lorsque les Américains ont libéralisé le marché, les prix se sont effondrés et le gaz algérien n'a pu être placé sur le marché américain.

Cela a été très coûteux en termes d'investissements et l'erreur n'a pu être constatée qu'après coup. Il faut cependant, dit l'ancien ministre, reconnaître le courage des dirigeants qui ont pris le risque d'installer de grosses infrastructures. Mais il y a eu dans le pays, à l'époque, beaucoup de critiques et un grand débat sur la stratégie algérienne qui consistait à développer tous ces projets, avec l'outil national algérien qu'était Sonatrach ; avec des investissements à 100% algériens ; avec un endettement lourd supporté totalement par les Algériens sans aucun partage de risques avec d'autres. Par ces questionnements, tous les termes du débat sur la stratégie sont posés.

Les termes du débat stratégique pour répondre à la demande mondiale de gaz

Les enseignements que tire Boussena de l'expérience algérienne touchent plusieurs aspects. D'abord être plus prudent en ne s'engageant pas seul et en ne prenant pas seul le risque. Il y a des sociétés internationales qui se proposent pour accéder à la res-

source, qui peuvent avoir une expérience technologique, un savoir-faire, des capacités de financement ou des capacités d'organisation et qui peuvent être utiles.

La prudence commande aussi d'aborder la stratégie du GNL — très coûteux dans ses investissements — par une approche par paliers car il n'y a aucune raison d'aller aussi vite, et si l'on rate, par un quelconque imprévu du marché, l'on a le temps de récupérer.

En termes de choix techniques de valorisation du gaz, l'ancien ministre évacuera en argumentant toutes les options de substitution : énergies nouvelles ; exportation par câbles de l'électricité produite en Algérie essentiellement à partir du gaz en mettant en relief le fait que ce n'est pas encore rentable.

Et en réponse aussi à l'option consistant à vendre des produits pétrochimiques, s'il ne l'exclut pas totalement, il souligne cependant que le marché de la pétrochimie est un marché qui s'est avéré risqué en termes de placement sur le marché qu'on ne peut toujours assurer à la valorisation qu'on souhaite, sans compter les problèmes de pollution que cette industrie pétrochimique engendre.

Quant à la libéralisation du secteur décidée par la loi de 2005, amendée en 2006 et qui a fait l'objet d'une question posée par un participant, le conférencier devait répondre que la véritable question n'était pas de libérer le secteur, la concurrence est incontournable et le marché est aujourd'hui ainsi fait et l'Algérie n'y peut rien. Mais la véritable question est de savoir comment renforcer Sonatrach, la rendre plus puissante en lui donnant les moyens, en payant les compétences pour l'amener à être une grande société internationale.

L'amendement est revenu sur la loi, en stipulant que là où il y a une opération, SH doit prendre 51%, cela ne résout naturellement pas le problème d'autant que l'on n'a pas décidé de sortir SH de son rôle administratif dominant pour l'amener au niveau de ses homologues internationales.

Le débat démocratique, serein a manqué

Même en termes politiques, même en termes passionnés, le débat sur la stratégie doit avoir lieu, car l'Algérie joue gros dans ce domaine caractérisé par des risques considérables et en l'occurrence, dira Boussena, ce qui m'a toujours gêné, c'est que l'on n'a jamais pu, sereinement, dans notre pays, avoir ce débat.

Notre première faiblesse, et elle est d'ordre structurel, est que l'on n'a pas suffisamment débattu. Si l'on ne l'a pas fait, explique Boussena, c'est parce que le pays n'était pas organisé politiquement pour qu'on débattenne ; en d'autres termes, ce sont des problèmes de démocratie.

Que faire d'un stock de richesses naturelles à un moment donné ? Bien sûr, la réponse est très technique dans une première étape mais elle est fondamentalement politique.

Il faut que toutes les forces organisées, qu'elles soient politiques, économiques ou syndicales, et sous une forme ou une autre, participent au débat.

Et le conférencier de marteler à deux reprises : on joue gros ! Notre erreur, dit-il encore, et ce depuis le début jusqu'à aujourd'hui, c'est de n'avoir pas organisé ce débat.

Avec un débat, tout risque pris est un risque qui aura été pris collectivement, on ne dira pas à l'Etat qu'il l'a pris seul.

K. B.-A.

L'ALGÉRIE CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DES DONNEURS DE SANG

Objectif : 100% de dons réguliers et volontaires

«En 2008, le nombre de dons de sang à travers le territoire national a été de 384 450, soit une augmentation significative de 4,38% par rapport à l'année 2007», a indiqué hier le directeur général de l'Agence nationale du sang (ANS), le professeur Kamel Kezzal. Près de la moitié de ces dons provient des membres de la famille du malade.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant au forum du quotidien *El Moudjahid* à l'occasion de la Journée mondiale des donneurs de sang coïncidant avec le 14 juin de chaque année, le directeur de l'ANS a relevé une augmentation sensible du pourcentage des dons provenant de donneurs bénévoles comparés aux années précédentes.

Les dons bénévoles occasionnels et réguliers ont atteint 59%. Ceux provenant des familles ont représenté 41% du total des poches collectées durant l'année écoulée. Un signe positif selon le P^r Kezzal pour qui il est important de promouvoir les dons régu-

liers et occasionnels. C'est l'un des principaux objectifs de l'Agence mais aussi de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), à savoir «réduire voire faire disparaître les dons issus des membres de la famille du malade».

D'ailleurs, cette année, la Journée mondiale des donneurs de sang sera célébrée officiellement à Jijel sous le thème «100% de dons volontaires et réguliers».

Pour les responsables des deux structures, les campagnes nationales de collecte de sang organisées à l'occasion des différentes journées célébrant le don du sang (nationale 25

octobre, maghrébine 30 mars et mondiale 14 juin) ont été d'un grand apport dans l'évolution du nombre de dons.

A titre d'exemple, il a été enregistré pas moins de 32 000 dons collectés durant la campagne du mois de Ramadan dernier et plus de 10 000 dons collectés pour la seule journée du 11 janvier en solidarité avec le peuple de Ghaza.

Ces campagnes viennent rappeler l'importance de ce geste bénévole et humanitaire qui peut sauver des vies. Mais malgré cela, il est fort regrettable de constater le peu d'engouement que suscite le travail de bénévolat des structures chargées de la collecte de sang auprès des sponsors. D'où cet appel du président de la FADS, Keddour Gherbi, pour un soutien financier des grandes entreprises privées et publiques aux activités de la Fédération et de l'Agence, puisque l'aide de l'Etat reste insuffisante. En

termes de perspectives de développement, les moyens de collecte de sang seront renforcés en 2009 par l'acquisition de 24 véhicules aménagés pour la collecte du sang et couvrir ainsi toute les wilayas du pays car actuellement, seule la moitié en dispose. Un travail est également entrepris pour fidéliser les donneurs par la médicalisation du don de sang et l'amélioration des conditions d'accueil.

Cette année verra, en outre, l'entrée en service d'une douzaine de Centres de wilaya de transfusion sanguine (Sétif, Constantine, Batna, Boumerdès, Sidi-Bel-Abbès, Annaba, Tlemcen et Tizi-Ouzou notamment).

De nouvelles structures qui seront dotées d'équipements humains et matériels nécessaires.

Dix-huit autres centres de sang seront construits dans le cadre du programme national de sang 2010-2014.

L. M.